

L'arme nucléaire française dans la vie politique de l'après-Guerre froide

Florian Galleri | 26 février 2025



Quelle était la place de l'arme nucléaire française dans la vie politique après la Guerre froide ?

À première vue, cette question pourrait sembler marginale, voire obsolète. Après tout, depuis les années 1990, le « second âge nucléaire » a vu une relégation de l'arme nucléaire au second plan des priorités stratégiques européennes. Éclipsée par des menaces perçues comme plus immédiates, telles que le terrorisme ou les crises migratoires, cette thématique paraît parfois ancrée dans une époque révolue, celle des tensions bipolaires de la Guerre froide.

Et pourtant, réduire l'arme nucléaire française à un reliquat stratégique serait une erreur de perspective. Cet artefact, à la fois militaire et politique, occupe une place unique dans l'identité nationale et institutionnelle de la France. Indissociable du pouvoir présidentiel, il dépasse sa fonction dissuasive pour incarner un symbole de souveraineté nationale. Comme l'illustre une certaine vulgate de la geste gaullienne – que l'on peut admirer dans toute sa solennité à l'historial Charles de Gaulle aux Invalides ou, plus sarcastiquement, dans des œuvres telles qu'*Au service de la France* ou *OSS 117* –, l'arme nucléaire en France relève autant du politique que du stratégique.

Cette dimension mémorielle ne s'est pas figée lors de l'après-Guerre froide : chaque président de la V^e République, de François Mitterrand à Emmanuel Macron, a mobilisé ce symbole, parfois de manière explicite, pour asseoir sa stature. Qu'il s'agisse de discours doctrinaux, de décisions concrètes ou même d'allusions subtiles, l'arme nucléaire reste un outil de légitimation et de crédibilité pour le chef de l'État, garant ultime de l'intégrité et de la sécurité nationales.

Dans cette analyse, je propose d'explorer la trajectoire de l'arme nucléaire dans la vie politique française de 1991 à nos jours. Trois dynamiques se dégagent : son effacement progressif dans les années 1990, une période d'acculturation politique et stratégique, puis son retour en grâce dans le cadre de menaces renouvelées. Ces évolutions ne se contentent pas de refléter les débats stratégiques, elles révèlent aussi des mutations plus profondes des institutions républicaines et des évolutions de la vie politique française en général.

L'immédiat après-Guerre froide (1991-1997)

Durant la Guerre froide, la dissuasion nucléaire était au cœur des préoccupations stratégiques et politiques en France. Ce sujet complexe ne se limitait pas aux cercles restreints des experts militaires ou diplomatiques, il imprégnait le débat public, influençait les campagnes présidentielles et incarnait des enjeux majeurs, tels que la souveraineté nationale, la sécurité collective au sein de l'Alliance atlantique et le rôle de la France dans le monde. Ainsi, en 1988, la campagne présidentielle de François Mitterrand offrait une illustration claire de cette centralité avec son [clip de campagne](#) présentant le lien entre le président et l'arme nucléaire.

Cette période se caractérisait par une acceptation largement partagée de l'arme nucléaire comme un élément essentiel de la défense nationale. Si les désaccords sur la gestion précise de la force nucléaire française existaient, notamment sur des aspects comme l'autonomie stratégique ou la relation avec les États-Unis, [une majorité de la population semblait adhérer à la détention de l'arme nucléaire par la France](#). Cette adhésion collective s'accompagnait d'une culture générale sur le fait nucléaire : les concepts comme la « frappe en second » ou la « dissuasion du faible au fort » étaient familiers à une partie significative de la société française, bien au-delà des cercles d'initiés.

Dans les dernières années de la présidence de François Mitterrand, après l'effondrement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes (URSS), le débat nucléaire demeurait marqué par une certaine continuité avec celui de la Guerre froide. Des sujets comme le missile Hadès (un missile nucléaire tactique à courte portée développé par la France à la fin de la Guerre froide) suscitaient des controverses similaires à celles qui avaient entouré son prédécesseur, le Pluton. Les débats portaient notamment sur la portée limitée des deux missiles, qui ne permettait de frapper que des démocraties. Cette polémique autour du Hadès illustrait, donc, la persistance des enjeux traditionnels liés à la dissuasion nucléaire française. Toutefois, une nouvelle dynamique émergeait : un regain d'intérêt pour la dimension européenne de la dissuasion, interrogeant le rôle nouveau du nucléaire français dans l'architecture de sécurité du continent. François Mitterrand, le 10 janvier 1992, [ouvrait lui-même la porte à des discussions sur l'euro-péanité de la dissuasion nucléaire](#), amorçant une réflexion qui allait influencer les débats stratégiques dans les décennies à venir.

Cette période se caractérisait également par des désaccords qui transcendaient les clivages partisans traditionnels, opposant différentes visions au sein même de la majorité socialiste. Certains responsables, tels que Pierre Joxe, plaidaient pour une rupture avec les politiques mitterrandiennes en matière de défense. Leur ambition : promouvoir une approche plus « professionnalisée » de la défense nationale selon des standards plus proches de ceux de l'Alliance, où la dissuasion nucléaire serait davantage intégrée dans un cadre européen. Cette orientation se voulait résolument tournée vers l'avenir, mettant l'accent sur une coopération accrue avec les partenaires européens et une mutualisation des efforts stratégiques. À l'opposé, d'autres figures de gauche, souvent proches des idées de Jean-Pierre Chevènement, défendaient une posture plus souverainiste.

Le 8 avril 1992, le [moratoire sur les essais nucléaires](#) déclencha une polémique institutionnelle autour de la dissuasion nucléaire et de sa pérennité. En France, ce débat ne se limitait pas à une simple controverse technique : il touchait à des questions fondamentales sur le rapport qui devait être établi entre la volonté politique et les institutions nucléaires, comme la direction des affaires militaires du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) et le chef d'état-major. La cohabitation entre François Mitterrand et une majorité de droite à partir de 1993 accentua la politisation de cette thématique, transformant cette question du moratoire des essais en réel sujet à débat entre une partie de la gauche et la droite.

L'élection présidentielle de 1995 révéla combien les sujets liés au nucléaire militaire restaient centraux dans la vie politique française. Jacques Chirac, favorable à la reprise des essais nucléaires, s'opposait frontalement à Lionel Jospin, qui prônait leur interdiction. Cette divergence éclata au grand jour [lors du débat de l'entre-deux-tours](#), où la question des essais nucléaires fut abordée. Chirac rappela alors, avec une certaine solennité, que l'arme nucléaire ne devait pas devenir un sujet de discorde politique explicite, enjoignant à son adversaire de respecter une forme de « ritualisation » de ce débat dans la tradition

républicaine. Ironiquement, cette posture contrastait fortement avec ses propres actions durant la cohabitation de 1993, où il avait exploité cette même question pour critiquer François Mitterrand. Ce paradoxe illustre une règle tacite de la vie politique française : si le débat sur la politique nucléaire est permis, sa critique ouverte et frontale reste taboue pour un présidentiable.

La reprise des essais nucléaires décidée par Jacques Chirac après son élection en 1995 déclencha une polémique d'une intensité sans précédent. Elle suscita des critiques massives sur la scène internationale, alimentées par une mobilisation de la société civile et un écho dans la culture populaire – comme en témoigne le film *Godzilla*, qui fit implicitement référence à ces essais. Au-delà des controverses sur les essais eux-mêmes, cette période (1995-1997) fut marquée par des débats stratégiques d'une grande richesse. La presse relayait abondamment les discussions sur la dimension européenne de la dissuasion et sur la relation entre la France et l'Alliance. Cela put provoquer des débats au sein du Parlement, notamment autour [du concept commun de défense franco-allemande en 1997](#), qui rappelait la participation de la dissuasion nucléaire française à l'Alliance.

Le tarissement du débat (1997-2014)

À partir de 1997, l'arme nucléaire perd progressivement de son importance dans le débat public français. Cette marginalisation s'explique par une conjonction de facteurs. D'une part, la fin des essais nucléaires, annoncée par Jacques Chirac en 1996 et la ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) le 6 avril 1998 marquent une étape majeure, perçue comme la clôture d'un chapitre historique de la dissuasion française. D'autre part, des échecs stratégiques, comme l'impossibilité de réintégrer pleinement la France dans le commandement intégré de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), réduisent l'impact de certaines ambitions diplomatiques françaises, laissant la question nucléaire moins visible dans les discussions publiques. En 1995-1996, alors que la France conditionne sa réintégration au commandement intégré de l'OTAN à la nomination d'un Européen à la tête du commandement allié en Méditerranée, les États-Unis rejettent cette option, scellant l'échec des ambitions françaises qui visaient à renforcer l'autonomie stratégique européenne au sein de l'Alliance.

Après la dissolution de l'Assemblée nationale par Jacques Chirac, l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1997 ne remet pas en cause le consensus stratégique sur le nucléaire. À première vue, on aurait pu s'attendre à ce que la présence d'un parti écologiste au gouvernement – historiquement critique à l'égard de la dissuasion – suscite des débats ou des frictions. Pourtant, aucune opposition significative ne se manifeste publiquement, traduisant un attachement transversal, au-delà des clivages politiques, à l'arme nucléaire comme pilier de la stratégie nationale.

D'ailleurs, cette période est marquée par un renouvellement doctrinal. Les discours de Jacques Chirac, notamment en [2001 à l'Institut des hautes études de défense nationale \(IHEDN\)](#) et en [2006 à Brest](#), signalent une évolution notable de la posture française. Le président y insiste sur l'adaptabilité de l'arme nucléaire face aux défis contemporains, en particulier les menaces asymétriques, comme le terrorisme international, ou la prolifération d'armes de destruction massive. Ces prises de position traduisent une volonté de maintenir la pertinence de la dissuasion tout en la modernisant pour répondre à des scénarios de crise plus complexes, où les acteurs étatiques et non étatiques se confondent.

Le consensus transpartisan entre la gauche et la droite sur la nouvelle politique de dissuasion nucléaire contribue à établir une adhésion officielle qui limite toute contestation de cette stratégie. Par ailleurs, l'introduction du quinquennat, combinée au télescopage des élections législatives avec le calendrier présidentiel après le référendum du 24 septembre 2000, affaiblit encore davantage le rôle de l'opposition parlementaire, souvent réduite à une position minoritaire jusqu'au prochain scrutin présidentiel.

L'évolution doctrinale n'empêche pas la disparition de la dissuasion nucléaire du débat médiatique. L'attention se détourne alors vers les conflits au Moyen-Orient et la montée du terrorisme, qui touche directement la France. Parallèlement, les crises financières et l'indifférence croissante de l'Europe face aux enjeux stratégiques, couplées aux relations parfois tendues entre Paris et Washington de 2003 à 2012, relèguent l'agenda stratégique français au second plan.

Dans ce contexte, la dissuasion nucléaire n'est pas débattue. Bien qu'elle demeure en toile de fond, elle ne suscite plus les échanges publics vifs qui avaient marqué les décennies précédentes. Le sujet est jugé obsolète stratégiquement parlant.

Malgré le désintérêt croissant pour les questions nucléaires, l'arme nucléaire conserve une place symbolique forte dans la vie politique française. Le débat de l'entre-deux-tours en 2007 entre [Ségolène Royal](#) et [Nicolas Sarkozy](#) illustre encore l'importance symbolique de cette thématique, puisqu'il semble important que les présidentiables connaissent les capacités nucléaires

françaises. Mais l'ignorance manifeste des deux candidats concernant le nombre exact de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) ou de sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) durant la campagne présidentielle démontre cette tendance à l'oubli progressif de la dissuasion nucléaire au sein du débat public. Cela est d'autant plus significatif que l'intervieweur lui-même commettait des erreurs factuelles lorsqu'il corrigeait Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy, soulignant ainsi les limites du débat public sur la question nucléaire.

Pourtant, chaque président élu, de Nicolas Sarkozy à Emmanuel Macron, réaffirme régulièrement son engagement envers la dissuasion nucléaire. Ce rituel est souvent concrétisé par une visite symbolique aux forces nucléaires peu après l'investiture, un geste qui souligne le lien étroit entre le pouvoir présidentiel et la dissuasion. Cette pratique renforce une continuité politique qui ne connaît pas d'opposition significative dans le cadre du quinquennat. Bien que la loi ait évolué sous Nicolas Sarkozy pour introduire plus de [délégation dans la conduite des affaires nucléaires](#), on constate malgré cela une centralité accrue de la figure du président de la République puisque les ministres vont agir de moins en moins dans ce domaine.

La continuité de la nature du discours sur la dissuasion nucléaire à travers les interventions présidentielles crée une stagnation du débat. Il n'y a plus de prise de risques des présidents de la République sur la doctrine et son application. Les discussions sur la dissuasion restent cantonnées à des cercles d'experts sans jamais s'élargir pour devenir un enjeu national. Ainsi, l'arme nucléaire demeure un artefact politique singulier, présent dans les discours officiels, mais largement absent des préoccupations populaires et des débats médiatiques.

Le retour du nucléaire (depuis 2014) ?

L'annexion de la Crimée en 2014 aurait pu être perçue comme un moment charnière dans le débat sur l'arme nucléaire. Bien que des travaux, notamment ceux de [Corentin Brustlein](#), aient très tôt mis en évidence la sanctuarisation agressive de la Russie à des fins de sécurisation de ses conquêtes, c'est le Brexit et l'élection de Donald Trump en 2016 qui ont véritablement ravivé l'intérêt médiatique pour la singularité nucléaire nationale. La France est alors isolée dans l'Union européenne sur le plan nucléaire, comme le montre plus tard le [discours d'Emmanuel Macron](#) à l'École de guerre en 2020, car son affirmation de la dimension européenne est alors perçue par de nombreux pays européens comme une attaque contre l'Alliance atlantique.

Or, depuis février 2022, la guerre en Ukraine a amplifié cet intérêt pour le nucléaire militaire en réaffirmant la pertinence de la dissuasion, en particulier française, face aux intimidations russes, comme l'a souligné la [Revue nationale stratégique de la même année](#). L'invasion de l'Ukraine par la Russie a également ravivé des débats stratégiques qui, jusqu'alors, semblaient relégués au second plan. Le retour au pouvoir de Donald Trump en 2025 semble intensifier cette tendance, en réaffirmant la nécessité pour la France et l'Europe de réévaluer leur posture nucléaire face à une Amérique de plus en plus perçue comme stratégiquement incertaine.

Malgré l'intensification des conflictualités et l'intérêt croissant pour les questions de défense symbolisé par la multiplication des médias spécialisés et l'augmentation des débats publics sur la stratégie militaire, le discours politique français sur l'arme nucléaire demeure étonnamment figé. Les gouvernements successifs n'ont pas remis en cause de manière significative la posture nucléaire de la France, arrêtée depuis maintenant presque 20 ans, alors même que les menaces ont, elles, bien évolué.

Même au sein des cercles d'experts, où certains plaident pour des ajustements stratégiques, il demeure difficile de transformer ces réflexions en propositions politiques concrètes. Cette inertie, bien que balancée par un renouveau des discussions sur la défense, met en évidence les limites d'un débat prudent encore trop confiné à des sphères extrêmement spécialisées. Il peine à s'élargir au grand public et à nourrir des réformes substantielles dans la politique nucléaire française. Ce blocage s'explique en partie par le manque de données accessibles et concrètes sur des questions cruciales, telles que : est-il possible de développer de nouvelles têtes nucléaires ? Quel serait le coût d'un tel programme ? Combien coûterait le développement de nouveaux vecteurs ? Ces interrogations sont pourtant essentielles pour dynamiser un débat qui, trop souvent, s'enlise dans l'exégèse doctrinale sans portée pratique.

L'arme nucléaire pourrait alors devenir un sujet de contestation et de controverse politique croissante dans les années à venir. D'une part, la [proposition d'inscrire la dissuasion nucléaire dans la Constitution française](#), déposée à l'Assemblée nationale en février 2023, démontre déjà d'une volonté d'utiliser l'arme nucléaire dans une logique politique pure. D'autre part, la dimension européenne de la dissuasion française est notamment remise en cause par des partis comme [La France insoumise](#) et [le](#)

